

Article d'Elisabeth Guigou, députée de Seine Saint-Denis
REVUE POLITIQUE ET PARLEMENTAIRE
NUMERO POST-REFERENDUM DU 29 MAI 2005

1°) Le référendum du 29 mai a donné lieu à un important débat sur l'Europe. Certains ont pu dire que ce fut un grand moment de démocratie. Quelle est, selon vous, l'interprétation que l'on peut faire du « non » à la constitution européenne ? Quelles sont les causes directes ou indirectes qui ont abouti à ce vote négatif ?

Oui, ce fut un grand moment de démocratie. Les Françaises et les Français se sont appropriés l'Europe. Ils ont lu le texte du projet du Traité Constitutionnel, ils ont échangé leurs vues. Cela avait déjà été le cas au moment du référendum sur le traité de Maastricht, à l'été 1992, mais, cette fois-ci, avec l'outil internet en plus, le débat citoyen a été exceptionnel. **Le « non » aura au moins servi à montrer qu'on ne peut pas continuer à faire l'Europe sans les citoyens.** Il faut faire vivre le débat européen en continu, ce que se propose de faire le groupement d'associations « Sauvons l'Europe ¹ ».

Le « non » français n'est pas seulement un accident de parcours. Il est aussi un refus plus profond des dérives de l'Europe. Il résulte aussi de la perte de sens du projet européen.

Bien sûr, comme dans tout référendum, la politique intérieure a joué un rôle déterminant. A droite, Nicolas Sarkozy a attisé les craintes sur l'éventuelle adhésion de la Turquie. François Bayrou et ses amis aussi, au début de la campagne, avant de s'apercevoir des effets désastreux de leurs propos et de mettre une sourdine. Pour Nicolas Sarkozy et François Bayrou, il s'agissait aussi, en contestant une position bien connue du Président de la République en faveur de la Turquie, de fragiliser ce dernier dans l'électorat de droite. A gauche, le rejet du gouvernement Raffarin, le ressentiment profond à l'égard de Jacques Chirac, oublieux, depuis 2002, des électeurs qui, pour faire barrage à Le Pen, l'ont fait réélire, ont provoqué un rejet qu'aucun argument de raison n'a pu endiguer. Le non n'a pas fait partir Jacques Chirac, mais force est de reconnaître qu'il l'a affaibli. Bizarrement, Nicolas Sarkozy sort indemne de ce fiasco, alors que c'est le troisième référendum que la majorité perd : sur la Corse, sur les DOM, sur l'Europe.

Mais ne nous voilons pas la face. Il s'agit aussi d'un rejet, non de l'Europe elle-même, mais des dérives de l'Union Européenne, et plus profondément encore, de la perte de sens du projet européen. Ce qui a été rejeté, c'est une certaine façon, obscure, incompréhensible, non démocratique de faire l'Europe, qui permet en catimini de voir cheminer des textes comme le projet de directive Bolkestein. Ce texte a joué le rôle de révélateur et de catalyseur de toutes les craintes accumulées depuis des années sur l'Europe. Certaines de ces craintes suscitent, à mes yeux, un refus légitime : la concurrence par le nivellement vers le bas des normes sociales. D'autres sont inacceptables elles jouent sur les ressorts xénophobes. Le plombier polonais a le droit de travailler en France, au salaire français, en respectant le droit du travail français.

Ces craintes prolifèrent surtout sur le vide de sens. La paix et la démocratie, puissants moteurs au départ du projet européen sont aujourd'hui acquises sur l'ensemble de l'Europe à l'exception des Balkans. Alors aujourd'hui, pourquoi faire avancer l'Europe ?

¹ « Sauvons l'Europe »: contact@sauvonsleurope.org

2°) *Comment peut-on caractériser politiquement le « oui » et le « non » ?*

Je ne crois pas que les critères politiques classiques soient pertinents. La droite et la gauche ont été traversées par le clivage entre le oui et le non. Contrairement à ce que certains commentateurs ont prétendu, le vote non était majoritairement de droite au niveau national. Ce qui est nouveau, c'est qu'au-delà des non classiques de l'extrême gauche et d'une minorité de l'électorat socialiste qui a toujours voté non à l'Europe (souvenons-nous de Chevènement), une partie nouvelle du vote socialiste est allée sur le non.

Pour moi, ce qui caractérise le oui et le non, c'est que le premier est un vote de confiance et le second un vote de défiance. Ceux qui ont leur place dans la société, qui voient l'avenir avec confiance pour eux-mêmes et leurs enfants, ont voté oui. Ceux qui se sentent rejetés ou qui ont peur de l'être ont voté non.

3°) *Quelles sont, selon vous, les conséquences du rejet de la constitution européenne sur l'avenir de l'Europe, d'autant que les Néerlandais ont confirmé le vote des Français ? Peut-on, par ailleurs, après le vote positif des Luxembourgeois, penser que cette constitution pourrait être adoptée si le oui l'emportait dans la plupart des pays européens ? En un mot, quel est l'impact du rejet français sur l'Europe au quotidien ?*

Le rejet du Traité Constitutionnel - car ce n'est pas une vraie constitution - par deux pays fondateurs de l'Union, ouvre la plus grave crise que l'Europe ait connue jusqu'ici. Jean Monnet disait que l'Europe serait la somme des solutions apportées à ses crises. Cela a été vrai jusqu'ici. Il reste à démontrer que cela peut l'être encore.

Même s'il était ratifié par tous les pays qui ne l'ont pas encore fait, on n'appliquera pas ce traité sans la France et les Pays-Bas. Je ne crois pas à une application partielle. On voit qu'il n'y a pas, sur les institutions, de plan B. Il faudra donc se contenter du Traité de Nice, qui, hélas, rend beaucoup plus difficile la réunion d'une majorité, et plus faciles les minorités de blocage, et qui donne à la France, à l'Allemagne, comme aux six autres pays fondateurs, une proportion beaucoup plus réduite des votes au Conseil. L'Europe au quotidien ne sera ni plus démocratique, ni plus efficace, ni plus sociale. Elle continuera à cahoter tant bien que mal jusqu'à ce que des initiatives nouvelles la sortent de l'ornière. Si ces initiatives tardaient, je n'exclus pas un détricotage des politiques communes et une régression vers une simple zone de libre-échange.

4°) *Que peut-on faire désormais pour assurer la marche en avant de l'Europe ? La constitution peut-elle être amendée, comme l'ont prétendu les partisans du plan B, ou au contraire, comme l'affirment les partisans du oui, l'Europe est-elle désormais définitivement enlisée ? La France est-elle désormais, après cette consultation, diplomatiquement marginalisée ?*

L'Europe n'est sûrement pas définitivement enlisée. Elle est handicapée par des institutions inadaptées à l'Europe élargie et insuffisamment démocratiques. Mais le projet européen ne s'est jamais limité aux institutions. Celles-ci d'ailleurs, pour moi, ne sont pas une fin en soi, mais un outil pour faire avancer le projet européen. Sans doute les partisans du oui ont-ils abusé du terme constitution, qui laisse penser que l'Union Européenne se constitue en une Union fédérale classique, alors que c'était un traité constitutionnel, qui laissait toute leur place

aux Etats-Nations - puisque les gouvernements et des parlements nationaux devaient négocier et ratifier le traité. Il affirmait aussi des valeurs, des droits fondamentaux individuels et collectifs, et de grands objectifs, qui consolidaient l'Union dans son identité propre. Ce projet de traité constitutionnel faisait avancer l'Union vers une fédération d'Etats – Nations, selon la belle et pertinente formule de Jacques Delors. Je n'ai jamais cru aux « Etats-Unis d'Europe », car la France, l'Allemagne ou l'Espagne ne sont pas le Nebraska, le Texas ou l'Ohio. Je crois qu'il nous faut plus d'Union fédérale dans les domaines où les Etats seuls sont impuissants, comme nous l'avons fait pour la monnaie. Mais il faut dire aussi dans quels domaines les Etats-Nations gardent un rôle primordial. Le traité constitutionnel avait commencé à apporter des réponses précises à des questions en délimitant les compétences respectives de l'Union et des Etats-Nations.

Comment reprendre la marche en avant de l'Europe ? A mon avis, d'abord par des projets concrets, qui montrent les intérêts communs des Européens et soudent leur identité : à côté d'Iter ou de Galileo, le projet de **bibliothèque numérique européenne** initié par Jean-Noël Jeanneney, doit être soutenu. Il témoigne de la volonté de l'Europe de préserver la diversité culturelle pour elle-même mais aussi pour le reste du monde. Il utilise un vecteur technologique d'avenir.

Puisque de l'avis général, la recherche, l'innovation et la formation sont les fondements de la nouvelle économie, on pourrait imaginer, comme François Mitterrand l'avait fait en 1984 avec Eurêka pour les nouvelles technologies et Erasmus pour les jeunes, de lancer deux projets dans ces domaines qui parlent aux citoyens.

Première proposition : organiser pour tous les jeunes Européens de 18 à 25 ans, et pas seulement pour les étudiants qui bénéficient d'Erasmus, des formations qualifiantes dans un autre pays européen que leur pays natal ? L'Union financerait un an de bourses, et garantirait la validation des diplômes ou des stages.

Deuxième proposition : l'Union européenne doit se donner pour objectif de rendre compétitives les énergies alternatives au pétrole. La hausse du baril rend déjà cette perspective plus probable. Mais il est en outre indispensable, pour une utilisation en masse des énergies renouvelables, qui sont par nature intermittentes (le soleil ne brille pas toujours), de résoudre le problème du stockage à grande échelle. Par exemple, on sait que le moteur à hydrogène pourra un jour remplacer le moteur à explosion si le problème du stockage de l'hydrogène issu des énergies renouvelables (photovoltaïque, vent, biomasse...) est résolu.

En avril 2005, la Commission Européenne a demandé à Jeremy Rifkin d'élaborer un plan de transition d'une économie aujourd'hui fondée sur l'énergie fossile (fuel), à une nouvelle économie fondée sur l'énergie renouvelable à base d'hydrogène.

Le rapport Rifkin montre tous les avantages que l'Europe retirerait de cette troisième révolution industrielle : création massive d'emplois non délocalisables car les infrastructures ne sont pas transférables ; impulsion spectaculaire à la recherche ; implication des citoyens dans la gestion de l'énergie, dont ils seraient à la fois les producteurs et les consommateurs.

Une impulsion forte de la recherche européenne sur le sujet placerait l'Europe en tête de la nouvelle révolution industrielle, fondée sur l'énergie renouvelable et les nouvelles technologies de communication, de la même façon que l'Angleterre a dominé la première révolution industrielle fondée sur le charbon et les Etats-Unis la seconde, fondée sur le pétrole. **L'Union Européenne peut être, si elle le veut, à la pointe de la troisième révolution industrielle.**

Mais au-delà de ces projets concrets, il faut aussi que l'UE se donne un nouveau projet politique et qu'elle délimite ses frontières.

Le contenu du projet politique européen doit être précisé, les institutions viendront ensuite. Une **coopération renforcée sur l'Union économique et monétaire** relancerait la dynamique de l'Union. Mais il faut aller au-delà et intéresser les citoyens à l'Europe. **Dès lors que la**

paix et la démocratie semblent acquises, l'attente la plus forte des Européens, c'est la sécurité, dans ses deux aspects désormais indissociables : la sécurité intérieure à l'Europe, et la sécurité dans le monde. La nouvelle forme de guerre qu'est le terrorisme mondialisé, demande un projet de sécurité audacieux, ambitieux, qui englobe les mesures sécuritaires et les dépasse. Un tel projet mobiliserait la justice, la police, la diplomatie et l'armée, ainsi que l'aide au développement dans le respect de nos valeurs démocratiques. L'Union Européenne dispose des outils juridiques et financiers pour le faire. Encore faut-il qu'elle le veuille.

Pour faire de l'Europe une Union politique, il faudrait aussi délimiter ses frontières.

Ainsi, on signifierait que l'Union est une entité originale certes, mais qui s'incarne dans un territoire. Si en même temps l'UE offrait à ses voisins de l'Est un partenariat privilégié et à l'Afrique, qu'il faut sortir du gouffre, **une communauté Euro-africaine**, l'UE montrerait sa volonté d'affirmer son identité politique tout en étant solidaire de ses voisins.

Cette Europe-là serait alors, au 21^{ème} siècle, à côté de l'Amérique et de l'Asie, **un grand acteur mondial**, prenant en charge l'avenir du continent européen et de l'Afrique.

Elisabeth GUIGOU
Députée PS
Secrétaire Nationale du PS
Présidente fondatrice d'Europartenaires
Ancienne Ministre